

XV Convegno SeSaMO

Università degli Studi di Napoli L'Orientale

22-24 giugno 2022



SOCIETÀ PER GLI STUDI SUL MEDIO ORIENTE

TITOLO/TITLE:

After the Hirak: Political stakes of the crises of representation and legitimacy in Algeria.

Après le Hirak: Les enjeux politiques de la crise de la représentation et de la légitimité en Algérie

PROPONENTE/I – PROPONENT/S: Belkacem Benzenine (CRASC, Oran) & Ester Sigillò (Università di Bologna)

ENGLISH ABSTRACT

The Hirak, as a heterogeneous and large-scale protest movement, has marked a turning point in the Algerian political life since 2019. Beyond the challenge to Bouteflika's candidacy for a fifth term, the political effects of this huge mobilization rely on a deep crisis of representation and legitimacy. After the outbreak of the Hirak, most academic works have focused on the dynamics of contestation of an unprecedented social movement in the country. This panel aims to go beyond the analysis of the social movement mode of action by scrutinizing the political implications of the demonstrators' contribution to the Hirak and to the Algerian political system. In this regard, this panel also analyzes the political implications and the effects of a heterogeneous movement that has also gone beyond domestic borders, through the mobilization of diasporic groups.

In this regard, this panel welcomes contributions in English and French addressing the following questions:

To what extent the Hirak movement is the byproduct of a crisis of political representation and legitimacy? Is the popular mobilization capable of establishing a new political legitimacy? If so, how? How does the mobilization of various components of the Hirak affect the political reconfiguration of the post-Bouteflika political era? How and by whom is the legitimacy of recent elections contested? By answering this question, this panel will analyze the political implications and the effects of the movement after three years of its outbreak. Notably it will compare two main temporal dimensions: the claims and grievances put forward by citizens during mobilizations and the political strategies put forward by governmental and civil society actors to get out of the crisis.

ABSTRACT (1500 parole/words):

Le Hirak comme mouvement de contestation politique inégal et de grande ampleur a marqué la vie politique en Algérie par la forte mobilisation des citoyens. Au-delà de la contestation de la candidature de Bouteflika pour un cinquième mandat, les enjeux politiques de cette forte mobilisation renvoient à la fois à une crise profonde de représentation et de légitimité (Cherbi, 2020; Hamadouche et Dris, 2019; Safir, 2020; Aït-Aoudia, 2021). Après le lancement du hirak en février 2019, plusieurs travaux académiques se sont focalisés sur les dynamiques de contestation d'un mouvement social inédite dans le pays (Benderra et al. 2020 ; Allal et al. 2021).

Ce panel a pour objectif d'aller au-delà de l'analyse des mobilisations tout en questionnant le sens de l'apport des manifestants au Hirak et au système politique algérien. Dans ce cadre il s'agit aussi d'analyser l'impact politique des transformations des pratiques d'action et des imaginaires collectifs d'un mouvement hétéroclite et qui a dépassé les frontières domestiques.

Il est question d'aborder deux points essentiels :

1. La crise de représentation politique : elle sera traitée à partir de la crise de la confiance entre gouvernés et gouvernants (d'Allonnes, 2013). Le déclenchement du Hirak a coïncidé avec une forte contestation de l'action parlementaire d'un côté, et de l'action gouvernementale de l'autre. La colère manifestée par les Algériens à cet égard est l'expression d'un décalage total entre les gouvernants et les gouvernés. Le parlement, comme les assemblées élues, ne sont pas considérées comme non représentatifs du peuple, car leur présence n'est que la résultante de la distribution des quotas sur les partis politiques et de la rente d'une manière générale

Cette crise est déjà été aperçue par un taux d'abstention record lors des différentes échéances électorales. Cela mettrait en cause la représentation qui est plus un « mythe » et « une falsification du droit » (Dockès, 2001). La crise de représentation dans le contexte du hirak montre, encore une fois, à quel point le citoyen n'est plus la source de la légitimité du pouvoir, mais seulement alibi pour les élites souhaitant se maintenir au pouvoir.

Pour répondre aux revendications des manifestants, le pouvoir a décidé l'organisation des élections présidentielles, puis législatives et locales anticipées pour donner une nouvelle légitimité aux « représentants » du peuple. Mais pour les acteurs du hirak, cette réponse est jugée irrecevable parce que le pouvoir demeure, à leurs yeux, le même.

2. D'ailleurs, force est de constater que la crise de légitimité que connaît le pouvoir algérien, ne date pas du déclenchement du hirak. Dès l'indépendance déjà, cette crise est abordée par les analystes comme étant une déviance politique des principes de la Révolution algérienne, qui a été à l'origine de l'incohérence du système politique. Avec le hirak, la crise de légitimité prend forme d'une contestation générale des élites au pouvoir. C'est pourquoi la contestation est aussi un appel à une refondation complète du pouvoir et de l'État sur les principes démocratiques et le respect de la volonté populaire.

La notion même de citoyenneté est donc à réviser dans le sillage de cette crise qui a conduit les citoyens à être fortement impliqués dans le débat pour la fondation d'une Algérie nouvelle dans laquelle le choix du peuple est respecté. Ce mouvement de contestation est donc à appréhender au regard des revendications citoyennes, ayant pour objectif de mettre en œuvre les fondements d'une nouvelle citoyenneté basée sur le respect de la volonté du peuple. L'exercice de la citoyenneté a pris place à travers la prise de parole libre, l'engagement civique, la mobilisation pacifique, la requête de la reconnaissance, etc.

Il sera aussi question de la mobilisation de la communauté algérienne établie à l'étranger qui a organisé des meetings dans plusieurs villes afin de dénoncer les pratiques du pouvoir et sa légitimité. Le taux record de la participation de la communauté algérienne montre que la crise de représentation dépasse les limites du territoire national.

Ce panel vise à éclairer les particularités du cas algérien, qui a été plutôt négligé par les chercheurs en sciences politiques, contrairement aux pays du monde arabe qui ont connu une période de transition après la chute de régimes autoritaires et qui ont suscité une grande attention médiatique et académique. Aussi, ce panel compte aborder les questions de la représentation politique et de la légitimité qui « ont l'avantage d'être en liaison directe

et immédiate avec la situation donnée” (Schmitt, 1990), en tenant compte de l’évolution des événements politiques depuis le déclenchement du hirak. Il s’agira tout d’abord de montrer en quoi et comment la représentation est une question majeure dans le contexte de contestation, puis de mettre en exergue la problématique de la légitimité du pouvoir et des élites politiques d’une manière générale. Dans ce cadre il sera question d’analyser les transformations du mouvement hirak et l’impact des celles-ci dans la reconfiguration des enjeux politiques après le départ de Bouteflika.

Sur la base de ce cadrage analytique, le panel sera composé de plusieurs communications basées sur des enquêtes de terrain en Algérie et dans le contexte de relocalisation du hirak à l’étranger.

Les travaux du panel se concentreront sur trois axes principaux :

1. La contestation comme refondation de la représentation politique
2. Stratégies de (ré-)légitimation du pouvoir à l’épreuve de la contestation
3. La transformation du hirak à l’échelle transnationale et son impact sur le local

Les communications, qui seront acceptées en langue française, anglaise et italienne, répondront aux questions suivantes :

A quel point le Hirak est-il révélateur de la crise de représentation ? La mobilisation populaire est-elle capable d’instaurer une nouvelle légitimité politique ? Comment s’articulent les stratégies de mobilisation des plusieurs composantes du hirak dans la reconfiguration du pouvoir post-Bouteflika ? En quoi la « légitimité » des élections est-elle contestée ?

C’est à ces questions que ce panel tente de répondre en s’intéressant d’un côté aux aspects politiques de la crise tels qu’ils apparaissent avec le déclenchement du hirak et aux voies de sortie de la crise selon l’agenda du pouvoir, de l’autre côté aux propositions des acteurs du hirak et de la société civile.

Références bibliographiques (à titre indicatif) :

Allal, A., Baamara, L., Dakhli, L., & Fabbiano, G. (2021). Cheminements révolutionnaires. Un an de mobilisations en Algérie (2019-2020). CNRS Editions.

Aït-Hamadouche, L. D., & Dris, C. (2019). Le face à face hirak-pouvoir: La crise de la représentation. *L’Année du Maghreb*, (21), 57-68.

Aït-Aoudia, M. (2021). Gestion de crise et légalité constitutionnelle: le pouvoir face au Hirak. *Pouvoirs*, (1), 67-79.

Amel Boubekeur, « Le hirak : un élément de transformation de la vie politique algérienne », Policy Brief, ECFR, Mars, 2020.

Cherbi, M. (2020). Les mécanismes constitutionnels de l’autoritarisme algérien face au Hirak. *Mouvements*, (2), 166-176.

d’Allonnes, M. R. (2013). Les paradoxes de la représentation politique. *Études*, 419(12), 629-638.

Dockès, E. (2001) « Le mythe de la représentation juridique », dans E. Dockès et G. Lhuillier (dir.), *Le corps et ses représentations*, Éd. Litec.

Safir, N. (2020). Rentes, crise du système politique, émergence du «hirak»: fin de cycles historiques et perspectives. *Maghreb-Machrek*, (2), 63-76.

Benderra, O., Gèze, F., Lebjaoui, R., Mellah, S., Azouz, Z., Barti, H., ... & Souaïdia, H. (2020). *Hirak en Algérie: l’invention d’un soulèvement*. La fabrique éditions.

Schmitt, C. (1990). *Du politique: " Légalité et légitimité" et autres essais*. Pardès.

PROFILO ACCADEMICO DEL/DELLA/DEI/DELLE PROPONENTE/I – SHORT BIO OF PROPONENTS

Belkacem Benzenine, chercheur dans le Centre de Recherche et Anthropologie Sociale et Culturelle (CRASC) à Oran, Algérie. Il dirige depuis 2017 la revue *Insaniyat*, revue algérienne d'anthropologie et de sciences humaines. Il est l'auteur de *Penser la laïcité dans les pays arabes* (L'Harmattan, 2014) et a dirigé (avec Mohand Amer Amar) *la question des indépendances au Maghreb* (Karthala, 2012). Il a publié plusieurs articles sur « Le vote de la communauté algérienne à l'étranger : Quels enjeux pour les partis politiques ? *revue internationale de politique comparée* (2019), « Symbolique et portée politiques du geste de Rabia en Égypte », dans *mots. Les langages du politique* (2016) et « Réformer les droits des femmes en Algérie. Appropriations multiples et contraires de la norme islamique », *Cahiers d'études africaines*, (2021) Ses travaux portent notamment sur les partis politiques en Algérie, la place des femmes dans la vie politique. Le référent religieux et les formes de mobilisations sont les principales préoccupations qui motivent sa recherche sur ces questions.

Ester Sigillò est chercheuse postdoc dans le cadre du projet ERC BIT-ACT auprès de l'Université de Bologne. Elle est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de la Scuola Normale Superiore (Florence). Après son doctorat, elle a été Max Weber Fellow à l'Institut universitaire européen. Ses intérêts de recherche portent sur société civile, mouvements sociaux et activisme islamique en Tunisie et Algérie, y compris leurs dimensions transnationales. Elle a publié plusieurs articles individuels ou co-auteur sur l'activisme islamique en Tunisie comme: *The Evolution of Tunisian Salafism after the Revolution: From La Maddhabiyya to Salafi-Malikism. International Journal of Middle East Studies*, 1-16 (avec Merone et Blanc, 2021); *Les mobilisations contre le rapport sur les libertés individuelles et l'égalité (COLIBE): Vers une spécialisation du parti Ennahdha dans l'action partisane? L'Année du Maghreb*, (21), 377-383 (avec Gana, 2019); *Islamism and the rise of Islamic charities in post-revolutionary Tunisia: claiming political Islam through other means? British journal of Middle Eastern studies*, 1-19 (2019).

INDIRIZZO/I EMAIL/EMAIL ADDRESSES:

benzenine@hotmail.com
ester.sigillo@unibo.it